



Département de la
Seine-Maritime

D.2016.12/20

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absente excusée

Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/20

URBANISME – MODIFICATION DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – RAMPE POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire.— Les Etablissements Recevant du Public ont l'obligation d'être accessible à toute personne quel que soit son handicap ; des travaux de mise aux normes sont donc rendu nécessaires dans certains cas. L'implantation de rampes PMR (Personnes à Mobilité Réduite) sur le domaine public peut être une réponse à cette obligation, toutefois elle est soumise à autorisation du gestionnaire de la voie et doit obligatoirement faire l'objet d'une redevance.

Cette redevance a été mise en place par délibération du 9 septembre 2013, son objectif était de dissuader l'implantation de rampes sur le domaine public et favoriser au maximum ces aménagements sur la parcelle privative afin de limiter l'encombrement de l'espace public (caractère souvent quasi-définitif de ces installations malgré une autorisation à titre précaire et révocable).

Les rampes PMR sur le domaine public devront toujours faire l'objet d'une autorisation, et ne pourront être accordé qu'à condition de respecter les 3 règles suivantes :

- Impossibilité technique de le réaliser sur le terrain de l'opération ;
- Largeur de trottoir suffisante et permettant un maintien des règles d'accessibilité du domaine public ;
- Sans incidence sur un éventuel projet communal (élargissement de voies, création de stationnement,...)

Toutefois, en cas d'accord pour l'implantation d'une rampe PMR, l'établissement concerné sera soumis à une redevance minime, soit à un tarif de 9€/m²/an à la place de 30€/m²/an.

La commission d'urbanisme du 23 novembre 2016 a validé le principe d'adopter une redevance pour l'implantation de rampe PMR sur domaine public à 9 €/m²/an à la place de 30€/m²/an.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat et de la commande publique ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **d'autoriser Monsieur le Maire à fixer le tarif de 9€ / m² / an pour l'occupation du domaine public par des rampes PMR à partir du 1^{er} janvier 2017.**

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

 Le Maire